AVIS.

Nous prions nos abonnés de vouloir régler leur compte de souscription entre les mains de notre agent M. E. Dorion, qui collectera cette semaine et les semaines suivantes dans tous les quartiers de la ville.

L'OPINION PUBLIQUE.

JEUDI, 28 SEPTEMBRE, 1871.

AVIS.

M. Edouard Dorion, agent de l'Opinion Publique pour Montréal, se proposant de prendre des annonces, ces jours-ci, nous sommes forcés de parler de notre liste d'abonnés. Les marchands trouvent que nos prix sont trop élevés, nous nous permettrons seulement de leur faire remarquer que si on tient compte de la circulation d'un journal et les avantages qu'il leur offre, nos prix sont moins élevés, proportion gardée, que ceux des autres journaux. Comme il est facile de le prouver, nous comptons de 60 à 80 abonnés dans beaucoup d'endroits et de 25 à 60 dans toutes les principales paroisses du Bas-Canada.

Nous ne parlons pas des villes où notre circulation est plus connue. Inutile d'ajouter qu'à la ville comme à la campagne, notre journal est lu par trois et quatre fois autant de lecteurs que nous avons d'abonnés, vu que c'est un journal de famille qu'on conserve et qu'on garde en quelque sorte constamment ouvert ou à la vue de tout le monde.

Si les marchands et hommes d'affaires ne comprennent pas cela, tant pis pour eux... et pour nous.

A TRAVERS LE TIMES.

Les lecteurs de l'Opinion nous sauront gré de leur mettre sous les yeux le résultat de nos courses à travers les immenses colonnes du grand journal de Londres. On y trouve toujours quelque chose d'instructif et d'amusant. Le Times s'occupe de tout, s'attaque à tout, flatte quelquefois, mord le plus souvent; il passe même pour être l'ami du gouvernement, qu'il critique assez vertement au moins une fois par semaine.

Après la clôture de la dernière session, il déclara que les Chambres et le gouvernement n'avaient rien fait; que l'ouvrage d'une si longue session était ridicule et nul, et tout simplement de nature à jeter du discrédit sur les hommes publics. Il trace, en passant, une appréciation mordante du chef du Cabinet.

Ce discrédit, dit-il, qui revient au Parlement, quoique le blâme en soit imputable aux députés ministériels comme aux membres de l'opposition, est surtout le résultat des défauts qui nuisent tant à l'efficacité des talents extraordinaires de M. Gladstone. Commandant la majorité la plus considérable comme la plus docile qu'ait jamais obtenue et conservée un ministère de notre époque, il a cependant mainte et mainte fois ébranlé la confiance de ses partisans et tenu ses adversaires dans un état d'irritation. Dans une circonstance, il alla jusqu'à déclarer que la Chambre devait reconsidérer ses règlements ou trahir ses devoirs; d'autres fois, il la menaçait de prolonger la session jusqu'à l'automne ou de l'ajourner en octobre. Dans l'exposition du principe ou des détails d'un Bill, M. Gladstone est aussi éloquent et vigoureux que jamais; mais en fait de tact, de combinaison et de connaissance de la nature humaine, l'expérience ne lui a rien appris. Aucun homme d'état dans le camp de ses adversaires n'aurait pu emporter avec un égal succès dans les Communes son bill de l'Eglise d'Irlande et celui de la tenue des terres, parce que dans les deux cas ses propres convictions puisaient une nouvelle force dans l'aveur populaire et dans l'appui unanime de ses partisans. Durant la dernière session, il a permis à ses collègues de présenter plusieurs projets qu'il était évidemment impossible de faire adopter; tandis qu'il avocassait certaines mesures plus tard devenues lois, mais auxquelles il ne donnait pas toute la force de son appui moral. Ainsi, l'on n'a jamais cru qu'il désirait sincèrement augmenter l'efficacité de l'armée, et sa conversion récente et subite à la doctrine du scrutin ne peut trouver son explication que dans un sophisme capricieux. Comme l'armée que ce général imaginaire s'efforçait de faire sortir de Hyde-Park, la Chambre des Communes se trouva, à la fin de la dernière session, inextricablement contournée (*inextricably clubbed*.) L'excuse que les officiers n'ont pas compris les ordres reçus, ou que les troupes ont refusé d'obéir au commandement, s'évanouit comme l'ombre devant la réponse concluante que de telles mésaventures n'arrivent jamais avec un chef capable.

Il ne se gêne pas, le Times, pour dire son fait aux grands du jour.

Le parti libéral vient de subir une défaite aussi humiliante que complète à East-Surrey. Ce collège électoral, qui a toujours envoyé, depuis 1847, des libéraux aux Com-

munes, a choisi un conservateur pur sang avec une majorité de plus de mille voix. C'est une défaite pour le Cabinet Gladstone. Le "Times" a tout un article sur cette victoire des Conservateurs anglais; tout en tentant de prouver que cette élection n'est pas une condamnation des doctrines libérales, il avoue cependant qu'elle est le résultat des bévues commises par le parti à la dernière session. Avec une autre session comme celle-là, Gladstone serait battu aux élections générales, à moins d'une reconstruction complète ou d'un replâtrage général dans son ministère. C'est une éventualité qui n'a rien d'alarmant pour le Canada. Le gouvernement de M. Gladstone n'a pas précisément brillé par la largeur de vue et la générosité vis-à-vis les colonies en général et notre pays en particulier. C'est lui qui a eu assez peu de fierté pour nous demander huit cent et quelques louis sterling pour le "dégraissage" des fusils dont nos volontaires se sont servis pour repousser les premières invasions féniennes. Si, depuis quelque temps, sa politique a été moins rétrécie à notre égard, c'est grâce à la force du sentiment public qui a réagi contre ces tendances trop mercantiles.

Ici se place naturellement une réflexion d'un à propos désespérant. Le "Times" journal libéral et qui marche presque toujours du côté du gouvernement; le "Times" qui compte dans le Cabinet Gladstone un ancien rédacteur, n'hésite pas du tout à jeter le pilote par-dessus bord du moment que la barque est mal conduite. Pourvu que le parti soit sauf et continue à poursuivre l'application des principes auxquels il s'est voué, la question du personnel des chefs est d'une importance secondaire. Il ne convient pas, en présence de la grandeur des résultats cherchés, de s'arrêter devant la vanité, l'ambition ou les exigences d'un homme. Ce qu'il faut, c'est un chef capable, habile, dévoué, grand tacticien, jouissant de la confiance du parti et inspirant le respect aux adversaires; pouvant aussi bien mener à la victoire qu'opérer de glorieuses retraites. Voilà ce qu'un pays, ce qu'un parti doit chercher dans ses chefs. Quand ils n'ont pas, ou qu'ils n'ont plus ces qualités indispensables, on les met de côté, on leur impose la retraite lorsqu'ils ne savent pas se la donner. On en choisit de meilleurs.

On comprend ces choses-là en Angleterre; on les pratique généralement, parce que là les hommes sont peu ou rien, et les principes ou les mesures sont tout.

En Canada, nous n'en sommes pas encore rendus là. On dirait que les partis sont faits pour les chefs et non les chefs pour les partis. Un journal dévoué ne peut dire qu'un chef ou un ministre a commis une faute; il n'en a pas le droit. Il est frappé d'excommunication ou d'ostracisme dès l'instant qu'il ose avouer qu'un ministre ou un chef peut faire un faux pas.

Nous avons vu, la semaine dernière, un bon conservateur faire le signe de la croix en entendant dire que la "Minerve" avait jeté un mot de blâme contre le ministère Chauveau. Si c'eût été contre le Gouvernement Fédéral? Ah! le brave homme se serait suicidé pour ne pas être témoin d'un tel abaissement!—Il est temps qu'on sorte de cette ornière, et qu'on rompe avec ce système humiliant. A force de fixer l'attention publique sur les chefs et de les poser comme nécessaires ou indispensables, on finira par croire qu'il n'y a plus d'hommes dans le pays ni dans les partis. Il n'y aura plus que d'humbles et imbéciles partisans et des hommes providentiels. Quand un pays en est rendu là, il n'est pas loin de sa perte.

Mais revenons au Times. Aussi bien, il a de fort curieux détails sur une colonie anglaise de l'Australie, Victoria, capitale. C'est une charmante ville, Melbourne, qui compte à peine 50 ans d'existence et une population florissante de deux cent mille habitants. Le Times fait beaucoup d'éloges de la colonie et de la ville; il y mêle un grain d'ironie et de sarcasme. Il conseille fortement aux idéologues et aux marchands de nouveautés en politique et en religion d'aller y établir domicile: c'est une terre promise pour eux.

En fait de gouvernement, on peut en changer tous les jours. Un citoyen qui part de Melbourne pour une excursion de plaisir de trois ou six mois est toujours à peu près sûr de trouver un nouveau gouvernement à son arrivée. Pourquoi alors bouleverser l'Europe et menacer en Angleterre la monarchie, dont tout le monde (ou à peu près) paraît si content, quand à un mois et demi de marche on a sous la main un pays qui peut vous donner deux ou trois gouvernements par année? Les convictions politiques y sont aussi fort solides. Un M. Gavan Duffy, *jadis repealer*, ce qui en Canada voudrait dire *indépendant*, ennemi déclaré de la connection britannique, y est maintenant premier ministre et verserait jusqu'à la dernière goutte de son sang pour le maintien du lien colonial.

En religion, en mariage, en position sociale, même liberté absolue. En Australie, dit le Times, vous pouvez être le prophète, le prêtre ou le missionnaire de votre propre croyance; quelquefois vous pouvez même en être

l'objet. Pas plus qu'à quatorze milles de Melbourne un Messie a tout récemment ouvert une église; il s'y fit en peu de temps un grand nombre d'adorateurs et de partisans, et aujourd'hui, ses sectaires se compteraient par milliers sans une légère faiblesse découverte chez le nouveau dieu et que les journaux de l'endroit appellent une inconsistance de peu de gravité. Une femme, cette vieille cause de tant de chutes, a éventé la mèche et détruit les séduisants projets du grand fondateur.

La superstition, la polygamie et le mormonisme y ont aussi libre cours. Le Times pousse la générosité jusqu'au point de recommander à Brigham Young et à ses disciples de ne pas se décourager, s'il plaît à Grant de les chasser: qu'ils émigrent en Australie; ils y trouveront plus de compétiteurs que de persécuteurs. C'est extrêmement flatteur pour les bons habitants de la colonie de Victoria.

Tout le monde a encore présentes à l'esprit les horribles scènes de l'insurrection indienne de 1857, dont la répression coûta des trésors de sang et d'argent à l'Angleterre. D'après les dernières nouvelles reçues de Calcutta, on appréhende fortement une seconde édition de ce soulèvement. Les esprits sont fort mal disposés; une couple de tentatives de révolte viennent d'être apaisées, et l'état des choses paraît absolument semblable, suivant le Times, à celui qui a précédé la grande et terrible affaire de 1857.

Il s'étonne encore énormément de ce fait; le gouvernement anglais a été si large et si généreux avec les Hindous depuis une dizaine d'années, qu'il ne peut comprendre leur mécontentement et leur ingratitude. Il les a laissés à leur croyance et à leur libre arbitre, et il a fondé une foule de journaux dans le but de promouvoir leur avancement moral et intellectuel. Dans les seules provinces du Nord-Ouest, il y a vingt-trois journaux, tous en langue indigène, et dont seize sont entièrement supportés par l'Etat, qui en fait lui-même distribuer un grand nombre de copies. Il y a aussi un grand nombre d'écoles.

Le Times pense que tout cela suffit pour civiliser un peuple barbare, fanatique et qui n'a jamais oublié les procédés odieux dont ses conquérants se servirent pour le subjuguement. Son étonnement est pour le moins puéril. Il n'y a que le catholicisme qui aurait pu adoucir et civiliser ces peuplades fières et adonnées à une idolâtrie grossière. Or, l'Angleterre a refusé et persécuté dès l'origine ce grand et puissant agent civilisateur, parce qu'il nuisait à son commerce d'opium. Elle a déjà récolté les tristes fruits de sa conduite aussi imprudente qu'égoïste. La leçon ne lui a pas encore suffi. Qu'elle n'attende pas une nouvelle explosion de toutes les mauvaises passions excitées par une éducation toute superficielle! Il serait trop tard.

J. A. MOUSSEAU.

UN NOUVEAU JOURNAL.

M. J. C. Langelier fonde un nouveau journal, *La Nation*, dont nous venons de lire le premier numéro. Cette feuille remplace la *Gazette de St. Hyacinthe*, et cette substitution sera vue, croyons-nous, d'un bon œil par tout le monde à St. Hyacinthe. Entre une *Gazette de St. Hyacinthe* et un *Courrier de St. Hyacinthe*, la confusion était trop facile pour les gens du dehors. Le rédacteur du *Courrier* était constamment exposé à se voir féliciter d'un article publié dans la *Gazette*, et réciproquement pour le rédacteur de la *Gazette*: cela pouvait être comique, mais n'était pas amusant pour les intéressés.

Ensuite, il faut avouer que la *Gazette* avait des allures un peu vives; sa polémique était excessivement personnelle, et se ressentait trop des animosités qui d'ordinaire courent les rues dans une petite ville. Avec la *Nation*, le *Courrier* se permettra d'être plus humain, et si l'un et l'autre s'en donnent la peine, ils trouveront le moyen de rendre à la presse de St. Hyacinthe cette dignité qui trop souvent lui a fait défaut.

La *Nation* aura, dit-on, pour principaux collaborateurs M. Honoré Mercier et M. Paul de Cazes. Comme M. Langelier, ils ont jadis combattu dans les rangs du parti conservateur; ils sont aujourd'hui dans l'opposition, mais ce n'est pas une raison qui empêche de reconnaître que tous trois ont de la capacité et sont en état de faire un journal intéressant. Nous n'en voulons pour preuve que leur *Prospectus*, quoique nous ne soyons pas prêt à le signer.

La première partie est destinée à prouver qu'il n'y a pas de principes qui divisent les conservateurs des libéraux, et c'est sur ce point principalement que la *Nation* brise avec le passé de la *Gazette*. En effet, les patrons de la *Gazette* doivent nécessairement croire qu'ils sont séparés du parti conservateur par un abîme de principes, car autrement la guerre constante et acharnée qu'ils ont faite aux conservateurs de l'endroit ne serait qu'une comédie. "On ne se bat point pour des prunes," dit le proverbe. Il faut donc présumer que la *Nation* n'est pas la même chose que la *Gazette*.